BULLETIN OECUMENIQUE

NUMERO 2/ MARS 1986
PARAIT 8 FOIS PAR AN

?interrogation



Maurice DEMIERRE "UN TEMOIN TOUJOURS VIVANT!"



FRERES SANS FRONTIERES
Service chrétien pour le développement
34, Grand-Rue CH - 1700 Fribourg
CCP 17 - 7786
Tél. 037 22 80 06

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nicaragua un volontaire fribourgeois de Frères sans Frontières, tué par la "contra".

Fribourg, le 17 février.

Monsieur Maurice Demierre, un technicien agricole fribourgeois de 29 ans, qui travaillait depuis trois ans au Nicaragua pour le compte du Mouvement chrétien Frères sans Frontières, de Suisse romande, a été tué dimanche, le 16 février, dans une embuscade tendue par les rebelles de la "contra".

Maurice Demierre raccompagnait, à bord de sa camionette, sept paysannes et deux de leurs enfants. Leur véhicule a été pris dans une embuscade vers 20 h. locales, dans la région de Somotillo, au Nord du Nicaragua. Il a été tué sur le coup en compagnie de trois paysannes. Quatre autres passagers ont été blessés, les deux enfants parvenant à s'enfuir. *

Pour le mouvement Frères sans Frontières :

" La nouvelle de cette mort, qui le prive d'un volontaire rayonnant et efficace, le plonge du même coup au coeur même du drame d'un pays qui doit lutter pour sa survie.

La mort de ce volontaire, alors que totalement désarmé, il raccompagnait des personnes, ressemble tant à celle de plus de 10'000 Nicaraguayens qui ont déjà versé leur sang dans ce conflit.

Dans un premier temps, c'est un sentiment de révolte que cet événement a fait naître dans le coeur des responsables et des volontaires qui ont connu Maurice Demierre.

C'est seulement dans un second temps qu'ils tentent de découvrir dans ce drame le sens d'une solidarité vécue jusque dans ses ultimes conséquences, d'une communion avec les pauvres que la peur n'est pas parvenue à arrêter.

Maurice était un chrétien convaincu. Sa foi incite le mouvement Frères sans Frontières à lire cet évènement à la lumière d'une autre mort, celle de Jésus de Nazareth. Ce drame s'éclaire alors d'une lumière d'espérance discrète et invincible."

* D'autres paysannes sont mortes peu après, des suites de leurs blessures.

MAURICE EST VIVANT

En donnant sa vie sur la route de Somotillo en union avec celles des paysannes qui se trouvaient sur le véhicule qu'il conduisait, Maurice Demierre a scellé un pacte d'amour avec le peuple courageux du Nicaragua.

Cet attentat criminel de la "contra" armée par le Gouvernement des Etats-Unis, nous oblige à vivre Pâques d'une manière plus intense. Maurice ressuscite dans le coeur de tous ceux qui l'ont aimé. Et dans la foi, nous savons que nous reverrons son visage. Avec beaucoup d'autres, Maurice devient témoin. Il l'est pour Frères Sans Frontières comme pour tous ceux qui se mettent du côté des pauvres qui luttent. La mort et la résurrection de Maurice est un acte pleinement religieux. Il est un acte pleinement politique aussi.

Il ne veut pas que nous restions à pleurer et à prier, bien qu'il soit bon parfois de pleurer et de prier. Il nous demande aussi de tout faire pour que la guerre cesse au Nicaragua, en exigeant fermement de l'administration Reagan l'arrêt du massacre des innocents. Alors les fleurs de tendresse et d'amour fleuriront sur la terre aimée du Nicaragua libre.

Bernard BAVAUD

"ECOUTE LE SANG DE TON FRERE"

Maurice a été abattu. Avec les paysannes qu'il raccompagnait comme l'y invitait sa tâche d'animateur de communauté. Tu as envie de crier, me dis-tu, ami lecteur. Et pourquoi te retiendrais-tu ? Dieu a crié avant toi. Par exemple par la bouche d'Ezechiel (ch. 24) :

> *"C'est pourquoi, ainsi dit le Seigneur Dieu : Malheur à la ville sanguinaire, marmite rouillée, dont la rouille ne s'en va pas; morceau par morceau on l'enlèvera. -- Ce n'est pas sur elle qu'est tombé le sort!"--. Car le sang qu'elle a versé reste au milieu d'elle. Elle l'a versé sur la roche nue; elle ne l'a pas répandu sur la terre, ni recouvert de poussière. Pour faire monter ma fureur, pour exercer ma vengeance, je laisse sans le recouvrir le sang qu'elle a versé sur la roche nue."*

Une tache indélébile et plus encore : le sang versé fait un vacarme assourdissant. Oui, vous avez bien lu, pour la Bible, le sang crie. Un cri qui casse les oreilles de Dieu et c'est Lui qui nous dit : "Ecoute le sang de ton frère crier vers moi du sol!" (Gen. 4:10)

C'est bien là le mystère. On enlève la vie pour faire taire... et voilà que monte un bruit assourdissant. Relayé par la parole de tant de témoins. Que font-elles donc ces femmes au foulard blanc qui tournent chaque jeudi sur la Place de Mai que de reprendre l'appel de Dieu "Ecoute le sang de ton frère"...?

Qu'ont-ils fait d'autre les premiers chrétiens en rassemblant avec soin les récits des martyrs, en gardant mémoire ?

Dans une brochure récente qui s'intitule "Le sang des justes" l'auteur écrit dans son introduction : "Faire de l'hagiographie, c'est-à-dire idéaliser les victimes mortes, c'est en réalité retirer à l'ennemi son pouvoir destructeur qui se veut absolu. Nul ne peut tuer le souvenir..."

Et le pardon, et l'oubli qui tient tant de place chez les chrétiens ? Pas encore, pas maintenant. Dites-moi, un pardon qui n'attend pas la conversion du meurtrier que peut-il bien signifier ? Pardon accordé à Pharaon en train de décider d'augmenter les cadences pour le travail des esclaves ? Pardon à Judas en train de combiner la trahison du Maître ? Ce pardon-là, seul celui qui n'est pas atteint par la blessure du mal peut le demander. Dieu n'est pas de ceux-là.

Je ne plaide pas pour ressasser inlassablement les mêmes drames de l'humanité. Pourquoi les crimes de l'Allemagne nazie mettraient-ils encore un obstacle entre Européens aujourd'hui ? Mais là on est dans une toute autre situation.

Les fusils qui ont tué Maurice et tant de Nicaraguayens, n'ont pas cessé de tirer. Les Etats-Unis qui en ont financé l'achat n'ont pas encore décidé de stopper leurs crédits.

Ce n'est donc pas le moment d'arrêter de crier : "Ecoute le sang de ton frère". C'est le cri de Dieu lui-même.

André FOL



Madame Michelle Rossier, Docteur en médecine, travaille dans les laboratoires de l'Hôpital de Morges. Spécialisée dans la fécondation "in vitro", a connu le succès de la première naissance par cette methode en Suisse Romande: une petite fille née en juillet 1985. (Fecondation "in vitro" = Fécondation d'un ovule par un spermatozoïde en laboratoire, c'est à dire hors du corps humain)

Ma première réaction quand mon collègue gynécologue m'a proposé d'appliquer la méthode de la fécondation "in vitro" ? J'ai plutôt pensé qu'il s'agissait d'un moyen de luxe pour gens riches! Après j'ai compris ces couples, pour lesquels le fait de ne pas avoir d'enfants les rendait anormaux dans une société où la famille est importante. C'est vrai que cela peut devenir obsessionnel..., mais si on admet facilement des démarches et des frais (importants) pour adopter un enfants, en allant le chercher s'il le faut à l'étranger, pourquoi ne pas admettre les frais inhérents à un traitement contre la stérilité ? La seule différence est qu'en adoptant un enfant on l'enlève réellement à une vie peut-être misérable. On considère le traitement luxueux. Il ne l'est pas plus qu'un traitement contre l'obésité, ou des vacances aux îles de la Réunion!

N'y a t'il pas le risque de vouloir un enfant coûte que coûte pour sauver un couple en difficulté ?

Certainement. J'ai connu un couple qui a divorcé après l'échec du traitement. Mais je ne suis pas sûre qu'un enfant aurait sauvé leur ménage. Car nous avons aussi des échecs. Il ne faut pas oublier que sur trois fécondations normales la nature en rejette probablement une (on ne s'en rend même pas compte). En ce qui concerne notre méthode c'est une fois sur 10 que ça marche.

Suivez-vous la croissance de ce premier bébé? Vous êtes-vous attachée à cette enfant que vous avez aidé "à faire" ?

Non, pas du tout. Cela ne m'intéresse pas particulièrement! Je suis un médecin qui fait de la recherche pour aider des couples à vaincre leur stérilité. J'ai aussi des enfants moi-même et je ne peux pas m'investir dans une affectivité qui serait de nature possessive.

Quel est votre sentiment quand un ovule est fécondé dans votre laboratoire par un spermatozoïde ?

Je me dis que cela "pourrait" devenir un être humain! Nous fécondons un à cinq ovules prélevés chez une femme avec les spermatozoïdes de son mari. Nous implantons le ou les embryons ainsi formés qui nous paraissent avoir le plus de chances d'être viables et nous attendons. Ça ne marche pas toujours.

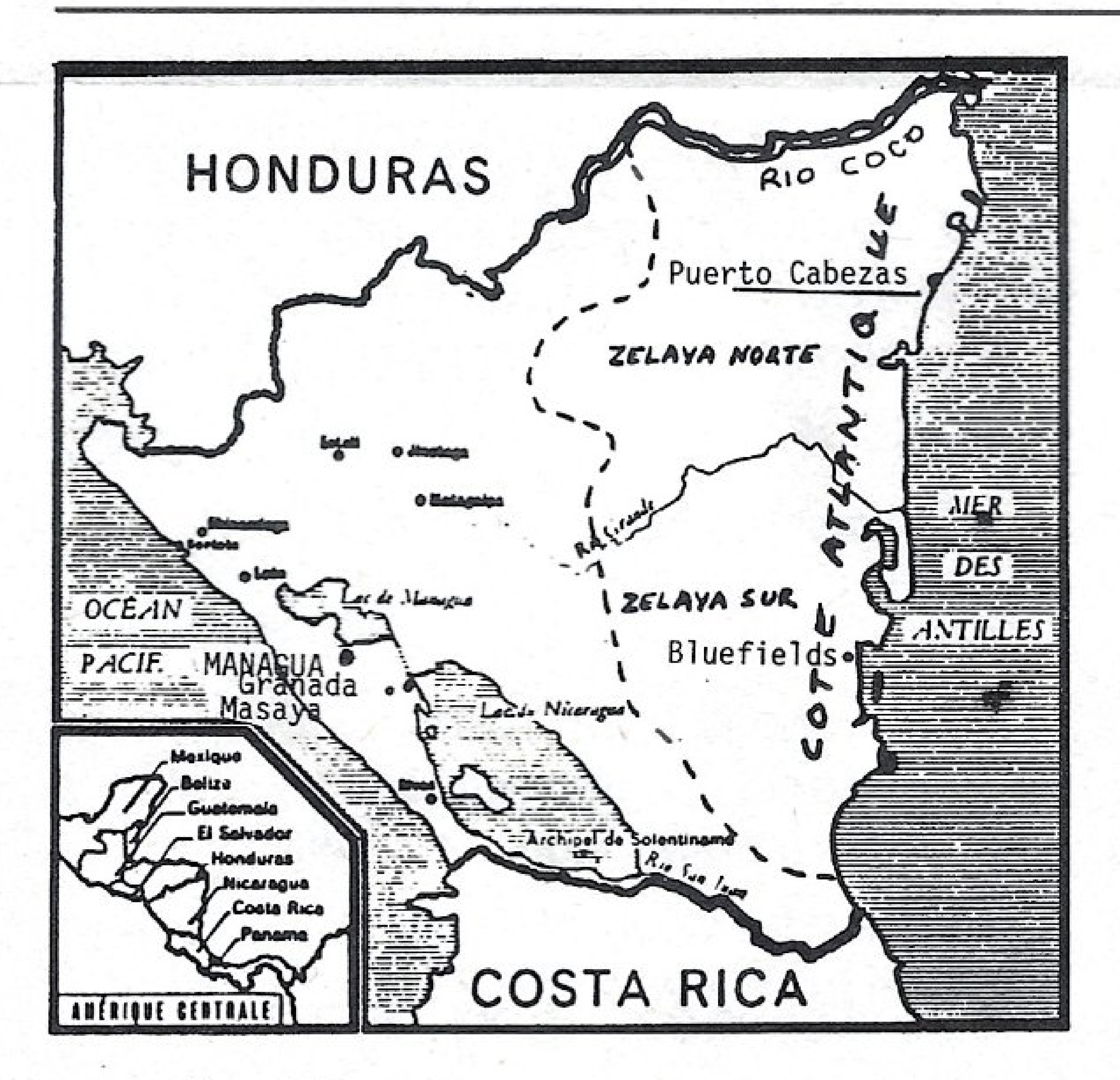
On ne peut féconder "in vitro" qu'avec le sperme du mari. Et on ne congèle pas des embryons. L'Académie Suisse des Sciences Médicales a rédigé des directives très sévères sur ce sujet. Tous les médecins suisses qui travaillent dans ce domaine suivent ces directives. La congélation serait pourtant bien utile quand nous pouvons féconder plusieurs ovules, et qu'il y a un "surplus". En cas d'é-

chec du premier transfert on pourrait continuer les essais avec les embryons congelés. Mais le problème qui se pose est le suivant : "que faire avec les embryons congelés non utilisés ?". Je suis contente de ne pas avoir à me poser cette question. Dans toutes les rencontres internationales sur la fécondation "in vitro", il y a toujours dans le programme une partie réservée à l'éthique, à la position des Eglises et à celle des juristes. Ce n'est pas aux médecins de faire des lois. C'est le rôle des juristes.

Une des peurs des hommes face aux scientifiques concerne la manipulation génétique.

On est très loin, dans nos connaissances actuelles de pouvoir manipuler les gènes. Les manipulations dont on parle concernent des tests sur des animaux, qui ne semblent pas très concluants pour le moment. On peut, effectivement, être pessimiste et se dire qu'on va pouvoir manipuler et utiliser mal cette nouvelle branche de la biologie moléculaire. Moi, je suis optimiste et j'espère que grâce à elle on pourra un jour, par exemple, inoculer les gènes de l'insuline à un embryon diabétique par hérédité et corriger définitivement le diabète de la vie de cet être. Et de même pour de nombreuses maladies ou malformations héréditaires. Cela veut dire que si un diagnostic précoce pouvait se faire, on pourrait améliorer le capital santé des hommes. Comme on a diminué la mortalité infantile par les soins aux femmes enceintes et les vaccins aux enfants. Mais cela soulèvera des questions graves d'ordre moral et légal. Je laisse aux juristes le soin de proposer des lois pour éviter des abus. Moi je suis une scientifique et fais confiance aux médecins pour suivre les directives qui leur seront proposées.

Propos recueillis par Régina MUSTIELES



Nicaragua

SUPERFICIE : 130'000 KM²/
TYPE HUMAIN : MÉTIS / 3 MIO HABITANTS
LANGUE : ESPAGNOL / RELIGION : CATHOLIQUE

Côte atlantique

SUPERFICIE : 56% DU TERRITOIRE NATION. 290'000 HABITANTS
TYPE HUMAIN : INDIENS (650 RAMAS, 7'000 SUMOS, 70'000 MISKITOS)
LANGUE : PROPRE À CHAQUE GROUPE
TYPE HUMAIN : AFRO-INDIENS (1'500 GARIFONOS, 26'000 CRIOLLOS)
LANGUE : ANGLAIS
TYPE HUMAIN : MÉTIS, 183'000 HABITANTS
LANGUE : ESPAGNOL / RELIGION : MORAVE

Mireille WALSER-SZYNALKI et Lorenza BETTOLI, deux élèves sages-femmes de l'Ecole du Bon Secours de Genève, actives dans la solidarité avec le Nicaragua, sont parties à deux reprises sur la Côte atlantique de ce pays pendant leurs vacances. En juillet 1984, elles ont travaillé à l'hôpital de Puerto Cabezas et au Centre de santé de cette ville dans les services de gynécologie et d'obstétrique. Leurs contacts sur le terrain leur ont permis de retourner en Suisse avec un projet de développement qui se veut à la fois foyer maternel pour les femmes miskitas et lieu de formation pour les sages-femmes empiriques de la région qui sont intégrées à part entière dans le système de santé nicaraguayen. A fin 1986, elles rejoindront ce projet soutenu par GVOM. L'article qui suit est un témoignage de leur deuxième séjour à Puerto Cabezas en juillet-août 1985, témoignage sur la situation politique, économique et sociale très particulière dans cette région du pays, notamment quant au processus d'autonomie des différentes éthnies en présence.

➔➔➔

LA MOSKITIA EN MARCHE VERS L'AUTONOMIE

Que savons-nous aujourd'hui des Indiens miskitos et de la situation de la Côte atlantique nicaraguayenne ? Les média ont parlé de massacre, d'ethnocide, de guerre inter-ethnique... accusant violemment le Gouvernement révolutionnaire de Managua. Il est vrai qu'en 1982, subitement, cette région défraie la chronique internationale alors qu'elle était restée jusque-là une des plus isolée et mal connue d'Amérique centrale. En Europe, on met un certain temps à comprendre que cette Côte atlantique est devenue un des points clé des actions contre-révolutionnaires et impérialistes pour renverser le Gouvernement sandiniste. Et maintenant, ce n'est plus un secret pour personne que l'Administration Reagan arme et soutient, par CIA interposée, 12'000 hommes qui opèrent depuis le Honduras et le Costa Rica au Nicaragua.

LES MINORITES EXPLOITEES PAR LES UNS, REPRIMEES PAR LES AUTRES

Jamais, depuis la révolution mexicaine en 1910, un Gouvernement progressiste n'avait été confronté au problème des minorités indiennes. Et cette confrontation entre un régime issu d'une révolution populaire et les revendications ethniques ne manque pas d'intérêt. Les dictatures baillonnent et assassinent les minorités, car elles les soupçonnent de vouloir attenter à la cohésion de l'Etat et de la nation. Il suffit de penser au Guatémala où un véritable génocide est en train d'être mené, encouragé par les Etats-Unis, contre les Indiens qui représentent les deux tiers de la population de ce pays. La dictature de Somoza n'a pas fait exception pour les Indiens de la Côte atlantique nicaraguayenne, qui représentent seulement 10% de la population nationale.Cette région qui couvre pourtant plus de la moitié du territoire national, a été totalement méprisée par Somoza et livrée aux mains des transnationales nord-américaines : celles-ci ont pillé systématiquement ses ressources naturelles et exploité sa main-d'oeuvre indigène. Les revendications fondamentales des Indiens, telles que celle de pouvoir parler leur propre langue, ont toujours été réprimées ou simplement ignorées. Ainsi, la Côte atlantique appelée aussi Mosquitia, n'a jamais vraiment fait partie de la nation nicaraguayenne. Repère de flibustiers d'abord, puis colonie anglaise et finalement annexe de la Côte pacifique depuis l'indépendance du pays, elle est restée jusqu'à aujourd'hui méconnue de tous et en particulier de la majorité des Nicaraguayens eux-mêmes. De tout temps l'ethnocentrisme hispanique de ces derniers a creusé un fossé dans les relations entre les deux côtes du pays.

LES CHANGEMENTS, C'EST AUSSI POUR LA COTE ATLANTIQUE

Avec la Révolution populaire sandiniste en 1979, qu'advient-il de la Côte atlantique ? Sandino d'abord en 1930-1933 puis les Sandinistes dès 1961 ont toujours eu la préoccupation d'intégrer réellement cette région au reste du pays et d'abolir la discrimination à l'égard des indigènes. Cette volonté figure clairement dans le Programme historique du FSLN, présenté la première fois aux Nicaraguayens en 1969, dix ans avant la chute du dictateur. Cependant l'ensemble de la Côte atlantique a très peu participé à la guerre de libération menée par le FSLN étant donné l'isolement géographique et politique dans lequel cette région a toujours été maintenue. Dès 1979, comme dans le reste du pays, les compagnies étrangères quittent la Côte, emmenant avec elles leurs infrastructures d'exploitation et de production, leurs cadres et leur capital. Les marchés traditionnels avec les Etats-Unis et les Caraïbes se ferment et l'économie régionale périclite, entraînant chômage et mécontentement. Il faut dire aussi que les Sandinistes héritent d'une région dont le sous-développement, l'analphabétisme, la malnutrition et la mortalité-morbidité ont des taux très élevés par rapport au reste du pays. Immédiatement ils mettent en place des

programmes de développement sur le même modèle que sur le Pacifique : introduction de la santé et de la scolarité gratuites et accessibles à tous, alphabétisation en espagnol d'abord puis en anglais, miskitos et sumo, suite aux revendications des indigènes, construction d'écoles et de centres de santé ainsi que d'un hôpital à Bluefields, campagnes de vaccinations; amenées d'eau potable et de l'électricité dans les villes, construction de la première route et installation du premier téléphone reliant les deux Côtes, création d'une ligne aérienne régulière entre Managua et les deux villes principales de la Côte (Puerto Cabezas et Bluefields) aux vols accessibles à tous; amélioration des conditions de travail, de salaire, de logement et de santé des mineurs, programmes étatiques de reforestation des pinèdes et palmeraies jamais replantées auparavant, de développement agraire et d'élevage, etc... L'effort est considérable et pour la première fois de son histoire, la Côte atlantique voit le bénéfice de ses ressources naturelles réinvesti directement chez elle par le Gouvernement central. Malgré cet investissement énorme de Managua, le mécontentement est grand dans cette partie du pays où la Révolution ne pénètre que très difficilement... Pourquoi ?

LES PROBLEMES ACTUELS : SOUS-DEVELOPPEMENT, AGRESSION EXTERIEURE ET MANIPULATIONS.

Bien sûr il y a les difficultés politiques et économiques héritées de 400 ans de colonisation puis de plus de 40 ans de dictature : la carence d'infrastructures productives, qui engendre un déséquilibre entre le secteur productif et celui non productif, beaucoup trop développé; la centralisation excessive à Managua de l'économie de la Côte; l'absence de relations commerciales entre les deux Côtes (l'atlantique étant traditionnellement tournée vers les Caraïbes), ce qui entraîne une non-intégration de la production atlantique dans les circuits économiques du reste du pays; enfin un fort taux d'émigration de la population vers la capitale et l'absence de cadres originaires de la Côte et qui veulent rester pour y travailler. Toutes ces difficultés régionales s'insérant dans le cadre de la crise économique nationale... avec la crise mondiale et l'altération toujours plus grave des échanges entre pays industrialisés et le tiers monde. Mais surtout le blocus économique puis l'embargo décrétés par les Etats-Unis contre le Nicaragua et la guerre d'agression et d'usure - organisée par le Pentagone - a fait à ce jour plus de 12'000 victimes et pas moins d'un milliard de dollars de dégâts matériels... Il est évident que dans ce contexte, de nombreux projets stratégiques de développement dans les domaines miniers, agro-alimentaires et sociaux ont été soit limités, soit entièrement désarticulés par la contre-révolution avec pour conséquence que le Gouvernement sandiniste ne peut toujours pas répondre à la demande de production traditionnelle et d'auto-suffisance régionale de la Côte atlantique. Mais cela n'explique pas tout. Il est certain que le nouveau système social et économique du Nicaragua, qui vise à réunir toutes les richesses du pays pour qu'elles profitent équitablement à tous et non pas seulement à quelques-uns (comme au temps de Somoza), ne plaît pas à tous. Et un des objectifs politiques des leaders MISURASATA * (organisation indigène créée pendant la dictature puis reconnue par le Gouvernement sandiniste à la Révolution, et dont le représentant au Conseil d'Etat à Managua n'était autre que Steadmann Fagoth) a été de vouloir manipuler les intérêts de la Côte atlantique, non pas pour la majorité mais pour quelques-uns, et cela sous couvert des revendications indigènes. C'est un pasteur miskito du CIDCA (Centre d'Investigations et de Développement de la Côte Atlantique) de Puerto Cabezas qui nous explique cela. Il nous précise que certains dirigeants de cette organisation n'avaient pas une conception très claire de ce qu'était la Révolution, et ils se sont heurtés au processus proposé par celle-ci.

* Miskito, Sumo, Rama, Sandinista.

LES SANDINISTES : DE NOUVEAUX CONQUERANTS ?

Cependant, une des causes qui a beaucoup contribué à généraliser le mécontentement et à ce qu'il y ait eu des affrontements directs entre dirigeants miskitos et sandinistes, c'est la méconnaissance très grande de ces derniers des particularités régionales, culturelles, religieuses et linguistiques de la Côte atlantique. De fait, il y a toujours eu une très grande incompréhension entre ceux qui parlent l'espagnol et qui sont vécus comme des conquérants et d'autre part les indigènes et les créoles de la Côte qui parlent l'anglais et les langues indiennes. Après une colonisation anglaise, c'est l'évangélisation morave (dénomination protestante introduite au Nicaragua par des missionnaires allemands) dès 1847 qui achève de distinguer cette Côte du reste du pays. Les miskitos en leur grande majorité adhèrent à cette Eglise et, comme partout au Nicaragua, l'ensemble de la population est très religieuse. Nous communiquons notre étonnement au sujet de l'absence de partis politiques et toutefois de l'influence idéologique énorme des pasteurs moraves sur leurs fidèles : ce même pasteur nous explique que les gens de la Côte n'ont pas d'intérêt politique parce que l'Eglise morave a une théologie très piétiste qui favorise une attitude passive, faite de dévotion à Dieu mais de peu de conscience sociale. Par contre cette Eglise a développé chez les Miskitos un sens aigu de leur identité et de leur appartenance ethnique, ainsi qu'un très grand respect pour les directives et la parole des chefs de leur communauté. Par ailleurs, le retard social considérable de la Côte atlantique ainsi que la dissémination de sa population en une multitude de petites communautés, quasi sans agglomérations urbaines, a empêché que se développe une lutte des classes comme sur la Côte pacifique. Ainsi, les sandinistes sont arrivés à la victoire de 1979 devant une situation qu'ils ne connaissaient pas : celle d'un peuple qui a toujours revendiqué une certaine autonomie par rapport au reste du pays. Et leur volonté réelle et enthousiaste d'apporter les changements de société de la Révolution sur les mêmes bases que sur la Côte pacifique s'est heurtée dès le début à cette revendication d'autonomie au mode propre d'organisation et de production communautaire indigène, aux relations sociales et économiques différentes de celles du reste du pays. Beaucoup de Nicaraguayens ont commencé à découvrir l'existence des Miskitos et Sumos à ce moment-là. Cette ignorance de la situation historique et l'incompréhension qui en découle, a jeté une certaine confusion dans les rapports entre sandinistes et indigènes : de la revendication à l'autonomie politique et culturelle on a vite passé, du côté indien, à une hostilité contre la révolution puis à l'agressivité ouverte. Du côté sandiniste des erreurs ont été commises, erreurs reconnues officiellement aujourd'hui et qui ont largement été utilisées et manipulées par la contre-révolution et la CIA.

LE DEPLACEMENT DES INDIENS DU RIO COCO ET LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE

En fin 1981, il y a des dissensions au sein du MISURASATA, confrontation idéologique et rupture avec la dissolution de l'organisation. Deux dirigeants (Brooklyn Rivera et Stedmann Fagoth) quittent le pays pour se réfugier au Honduras avec quelques 3'000 Miskitos et Sumos : ils s'allient avec les anciens gardes somozistes, le FDN. En réalité la plus grande partie de ces indigènes sont emmenés de force, les autres ont suivi pour ne pas être séparés des leurs. On sait maintenant que tous ont été placés dans des camps militaires d'entraînement près de la frontière, au Honduras, d'où ils ne peuvent plus sortir. Des rapports circonstanciés sur l'existence de ces camps ont été déposés à l'ONU. Ainsi la race miskita a commencé à se diviser et à être manipulée : c'est le début d'une guerre meurtrière et fratricide encouragée et financée intégralement par l'Administration Reagan comme chacun sait. Cette région tropicale immense et difficilement défendable

militairement, est propice à la pénétration de bandes armées et soutenues à ce moment-là par une population mal située politiquement et devient le théâtre d'opération de la contre-révolution. Les conséquences politiques, sociales et économiques de cette guerre sont incalculables et dramatiques pour la population indigène. Elle a entraîné le déplacement de 20'000 Miskitos et Sumos à l'intérieur du pays et la fuite au Honduras et au Costa Rica de plus de 20'000 autres. En effet le plan d'attaque contre-révolutionnaire surnommé "Navidad Roja", transforme à la fin de l'année 1981 les rives du fleuve, le Rio Coco qui fait la frontière entre les deux pays, en un champ de bataille. C'est une région très peuplée, car très fertile et qui est le berceau de la culture miskita. La petite ville de Wilmascarma avec son hôpital récemment équipé des meilleures installations de la région, est entièrement détruite. Le Gouvernement de Managua prend alors la décision très impopulaire d'évacuer toute cette zone frontière, pour des raisons militaires et de protection de la population civile évidentes. L'évacuation se fait très subitement et rapidement, sans préparation préalable de la population. Pour la plupart des gens cet arrachement à la terre de leurs ancêtres est très mal vécu.



Les indigènes ont pu choisir où ils voulaient aller vivre : Puerto Cabezas (qui a doublé sa population depuis), Managua qui a maintenant tout un quartier miskito ou Tasba Pri : c'est-à-dire à 60 km à l'intérieur du pays où de nouveaux villages ont entièrement été reconstruits, organisés par communauté pour respecter les affinités de chacune. Le Gouvernement sandiniste a beaucoup investi dans Tasba Pri, proposant une sécurité bien meilleure, de bonne terres avec aide matérielle et technique, ainsi que tous les services d'enseignement et de santé. Un Miskito nous a dit lui-même qu'il n'avait jamais reçu autant de possibilités pour améliorer ses conditions de vie comme à Tasba Pri. Il reconnaissait cependant que les jeunes s'étaient beaucoup mieux adaptés au changement que les plus âgés. Il faut rappeler ici que c'est justement au moment de cette évacuation du Rio Coco que débute cette grande campagne internationale de presse lancée par la contre-révolution et les Etats-Unis contre Managua. Reagan reprend lui-même ces accusations en 1984, parlant d'ethnocide des Indiens miskitos. Il est prouvé actuellement que ces accusations sont sans fondement (Rapports officiels de la Commission Internationale des Droits de l'Homme).Les Nord-Américains ont su profiter des problèmes inévitables que posait cette évacuation et utiliser habilement la sensiblité des Miskitos pour les manipuler contre le Gouvernement sandiniste. Avec l'aide de la CIA, la contre-révolution a développé dès ce moment-là toute une propagande très bien faite dont les buts ont été de convaincre les indigènes que les sandinistes sont leurs ennemis et de leurs inculquer une véritable peur à leur égard, c'est-à-dire la peur de l'athéisme et du communisme : ce que nous avons pu constater nous-mêmes sur des documents pris des mains de la "contra". La conséquence sociale de cette guerre, c'est que ces déplacements de population ont complètement désorganisé tout le tissu social indigène et engendré une très grande instabilité émotionnelle et psychique. La plupart des Miskitos réinstallés n'ont pas pu s'investir dans des projets à long terme pour assurer la survie économique de leur communauté. A cause de la pression incessante de la "contra", de l'insécurité générale dans la région et de la séparation des familles , chacun se demandait quel était son avenir : rester là ou repar-

tir ailleurs, ou encore retourner au Rio Coco sur leurs terres, comme leur avait promis le Gouvernement dès que cela serait possible.

UN ESPOIR POUR LA PAIX : L'AUTONOMIE

En cette fin juillet 1985, nous marchons dans les rues de Puerto Cabezas sous un soleil de plomb, entre deux averses. Une silouette s'approche lentement de nous, un peu courbée par le poids de deux sacs de toile bien remplis, pendus à chaque épaule et dont le visage nous était caché par l'ombre d'un grand chapeau : c'est un Indien miskito plutôt âgé qui nous aborde très gaiement. "Oui, oui, je vous connais toutes les deux, je vous ai déjà vues l'an dernier." Nous n'avons pas le temps de nous remettre de notre surprise, qu'il enchaîne, tout soudain l'oeil brillant de joie : "Je retourne bientôt au Rio Coco, vous savez, sur la terre de mes ancêtres. Je suis tellement heureux! Et vous viendrez me voir n'est-ce-pas, là-bas, dans ma maison'" A ce moment-même, nous réalisons l'immense espoir de ce peuple miskito qui, après tant de souffrances, peut enfin retourner sur sa terre. Et nous avons chaud au coeur pour cet homme plein d'espérance malgré son âge avancé, et qui nous communique si simplement, à nous étrangères, toute sa force de vivre. Un vent d'ouverture et de dialogue a comme soufflé sur la ville depuis l'an dernier. La Révolution vient de fêter son sixième anniversaire : six ans d'expérience lui ont permis sans aucun doute d'approfondir sa compréhension de la réalité de la Côte atlantique et de reconsidérer son ethnocentrisme hérité de la colonisation. Il est vrai que deux événements pouvaient annoncer de grands changements. Tout d'abord la décentralisation politique et économique de 1983 qui a donné une plus grande latitude de décisions par rapport à Managua à chacune des neuf régions délimitées à ce moment-là, et qui a ainsi laissé la possibilité aux initiatives locales de se développer davantage. Puis les élections de novembre 1984 qui ont confirmé cette régionalisation et institutionnalisé une représentation de toutes les régions à l'Assemblée Nationale Constituante. Les relations entre Managua et la Côte se détendent. Un dialogue est repris avec Brooklyn Rivera qui revient même visiter le pays. Une nouvelle organisation miskita : MISATAN, créée en juillet 1984, a repris le flambeau des revendication indigènes : elle obtient l'enseignement bilingue, miskito-espagnol, dans les programmes des premiers degrés scolaires. Pressé toujours davantage par les revendications d'autonomie et par la nécessité qui s'impose d'y répondre de manière juste, le Gouvernement de Managua, récemment élu, fait un pas de plus dans sa volonté d'intégrer toutes les ethnies de la Côte tout en respectant l'identité culturelle de chacune, et dans son analyse politique et économique de la région : il nomme en décembre 1984 une commission nationale pour l'autonomie, composée de représentants indigènes et créoles des deux régions concernées (Zelaya Norte et Zelaya Sur) ainsi que des spécialistes de la question indienne. Son objectif: encourager la création de deux commissions régionales dont les délégués, choisis par la population directement, travailleront ensemble à l'élaboration d'un premier projet d'autonomie. Ces commissions qui représentent toutes les communautés et ethnies de leur région, réunissent des leaders – en particulier de nombreux pasteurs moraves miskitos pour celle de Zelaya Norte – qui pour la première fois participent activement à un projet en accord avec la Révolution. Elles se mettent au travail au début du printemps 1985 et très vite prennent en main toute l'élaboration du projet d'autonomie ainsi que l'organisation de la consultation populaire qui va suivre, la commission nationale ne gardant qu'un rôle de consultante. A Puerto Cabezas, la commission pour l'autonomie a pris tout naturellement une place très importante entre la population et le Gouvernement régional : c'est devenu une instance qui va permettre, grâce à son intermédiaire, qu'un dialogue s'installe entre le Gouvernement et des dirigeants contre-révolutionnaires de Misura-Misurasata qui opèrent à l'intérieur

du pays et qui se sont distancés de leurs chefs au Honduras. La mise en échec des plans d'attaque de la contre-révolution par l'armée sandiniste et la lassitude de la guerre font apparaître ce nouveau projet d'autonomie comme une solution possible pour sortir de l'impasse du conflit armé. La forme démocratique de la consultation suscite bien de l'intérêt et fait renaître l'espoir d'une réponse juste pour les revendications des Miskitos et Sumos de la région.

UN PREMIER PAS CONCRET : LE RETOUR AU RIO COCO

La conséquence immédiate de cette détente dans la région est un accord de cessez-le-feu signé entre le Ministère de l'Intérieur régional et les dirigeants "contra", avec une demande de retour sur le Rio Coco que revendique MISATAN au nom de tous les Miskitos. Mirna Cunnighem, médecin miskita ministre déléguée de la Présidence pour Zelaya Norte, nous raconte que rien ne pouvait plus contenir ce véritable mouvement spontané de son peuple. Dès le mois de mai, le retour au Rio Coco est autorisé par le Gouvernement de Managua. Le Gouvernement régional est chargé de l'organiser par étapes successives. Neuf millions de Cordobas sont alloués tout de suite et 480 autres millions prévus. 1'500 Miskitos se portent volontaires pour former des brigades de nettoyage de ce qu'il reste des villages abandonnés. On sait même que des Miskitos ont quitté le Honduras pour se joindre à ces brigades. 200 camions ont été mis à disposition par l'ensemble du pays. Le 12 juillet, quelques jours avant notre arrivée à Puerto Cabezas, une brigade est attaquée par des "contra" rebelles au cessez-le-feu. La population en est révoltée. Nous constatons que beaucoup parmi ceux qui auraient soutenu la contre-révolution l'an dernier, hésitent davantage à le faire maintenant. Devant le siège du Gouvernement nous participons au départ des familles : déjà 800 d'entre elles ont regagné leurs terres. Le chargement des camions nous impressionne : les planches et les tôles des maisons démontées de Tasba Pri sont empilées dans les bennes très hautes des camions, suivis de la vaisselle familiales, puis des poules et des cochons et enfin des enfants juchés tout en haut... Des femmes font la queue devant le bureau du départ pour le Rio Coco : elles attendent les sacs de riz, haricots et maïs que le Gouvernement leur donne pour les aider à nourrir leur famille jusqu'à la première récolte. Un jour, un groupe de femmes se rassemble au pied du siège du Gouvernement et hurle son mécontentement. Nous voyons Mirna discuter longuement avec les leaders, et à plusieurs reprises dans la journée, tandis que les femmes ont raison et qu'elles auront de grosses difficultés sur place jusqu'à ce que la vie se réorganise là-bas où il faut d'abord tout reconstruire. Il y a aussi le manque de médicaments, de lait pour les enfants etc... Malgré cela, les familles partent et à l'heure actuelle, 29 communautés sur les 34 évacuées, ont regagné le Rio Coco. Dorotea Wilson, criolla, membre de la Commission régionale pour l'autonomie et représentante élue de la zone Zelaya Norte à l'Assemblée Nationale, nous explique plus clairement : le Rio Coco - "Wanky" en miskito - signifie "source de vie". Tout le sentiment religieux de la vie du Miskito s'y trouve résumé. C'est un retour à leur culture, à leur histoire, à leurs ancêtres. Pour eux, c'est aussi la réunification de la famille, la paix et le respect de leur ethnie et de leurs droits historiques. Il s'agit en fait de l'application concrète des principes d'égalité et de reconnaissance culturelle énoncés dans le projet d'autonomie. Etre à Puerto Cabezas à ce moment-là nous donne l'occasion de constater que ce projet d'autonomie n'est pas une demande d'intellectuels ni d'anthropologues, mais bien celle de l'indigène modeste qui commence à pouvoir prendre en main son destin et à comprendre ce que veut dire "démocratie" pour lui et les siens.

DU PRINCIPE DE L'AUTONOMIE A UNE CONSULTATION POPULAIRE

A peine arrivées à Puerto Cabezas, nous voyons se distribuer partout gratuitement une petite brochure: c'est la rédaction du premier projet d'autonomie, élaboré par les commissions régionales. Il sort de presse en cinq langues. Son titre : "Principes et Politiques des Droits d'Autonomie des Peuples indigènes et Communautés de la Côte atlantique du Nicaragua". Nous avons la chance de participer aux premiers ateliers de formation organisés par la Commission régionale pour les promoteurs de la consultation populaire. Ce sont des personnes nommées par leur propre communauté pour aller présenter et discuter avec chaque famille du projet. Elles auront la tâche de prendre note de l'avis de tous et de rapporter l'opinion et les propositions de leur communauté à la Commission régionale. Plus de 100 personnes sont réunies dans le collège morave et réfléchissent sur le sens de l'autonomie durant ce séminaire de deux jours. Un historique détaillé des revendications indigènes y est présenté. (On prépare et organise la consultation pour que tous les habitants de la région puissent s'exprimer. Puis le contenu du premier document est longuement analysé. Les principes de base qui y figurent sont en résumé les suivants : la non-domination d'une ethnie sur l'autre, la garantie des droits culturels et religieux pour chacune, l'élection d'une assemblée régionale (où la représentation de chaque ethnie est encore à décider) ainsi que celle d'un exécutif pour former le Gouvernement autonome, la participation directe à la planification et à la gestion économique de le région, la gestion et administration de la santé, de l'enseignement et des services sociaux, etc... Et nous nous sentons très près de nos prérogatives cantonales suisses! Nous avons été très frappées par le souci constant que toutes les communautés, mêmes les plus éloignées, puissent être consultées, et par l'effort d'organisation entrepris malgré la guerre et des ressources extrêmement limitées à tout niveau : matériel, transport, communications difficiles, insécurité des routes, etc... Ce qui est difficile à imaginer ici étant donné les moyens dont nous disposons en Suisse. Pour le repas de clôture du séminaire, nous nous retrouvons tous dans un bistrot : Sumos, Miskitos, Criollos et Métisses réunis. Nous constatons que les ethnies ne se mélangent guère à la même table et que les Sumos se mettent carrément à part. On mesure ici l'importance et la portée de ce travail de collaboration que le projet d'autonomie suscite : il réunit pour la première fois des ethnies différentes et historiquement rivales dans une réflexion commune pour construire une société multiethnique et multiculturelle nouvelle et sortir ensemble du sous-développement. Il s'agit bien d'un procesus en marche et qui commence tout juste en juillet 1985. En mangeant, un Miskito nous parle longuement de sa vie, de sa famille, nous décrit sa communauté à quelques dizaines de kilomètres de là. "Pour moi, l'autonomie, c'est une lumière pour mes enfants " conclut-il.



Actuellement, cette consultation populaire est en train de se terminer. Nous savons qu'elle a été passablement retardée par la guerre (contra). Au printemps qui vient, le document final devrait être rédigé et soumis à l'Assemblée Nationale Constituante où il sera voté puis inséré dans la Constitution nationale.

UN ACTE COURAGEUX : DANS UN CLIMAT DE DIALOGUE ET DE NEGOCIATIONS

Le 25 juillet, on nous annonce une conférence de presse très importante au siège du Gouvernement. Nous y accourons : l'événement est de taille

puisqu'il s'agit de la remise en liberté de prisonniers contre-révolutionnaires, suite à l'intervention de la Commission régionale pour l'autonomie aupès du Ministère de l'Intérieur. Ils sont là, tout près de nous, ces prisonniers et au nombre de neuf. Ils ont tous participé à des actions de sabotage avec morts, blessés et séquestrés. De même qu'ils ont été impliqués dans le plan de destruction du port de Puerto Cabezas, des réservoirs de combustible, de la centrale électrique de la ville et du siège du Gouvernement prévu pour le 19 juillet, anniversaire de la Révolution, et découvert deux jours avant. C'est la Commission régionale qui a pris l'initiative de discuter avec les prisonniers lorsqu'ils ont été capturés puis de demander leur remise en liberté au Gouvernement régional. Dans une volonté de dialogue, d'ouverture et de paix, cette demande a été acceptée. Nous écoutons le long témoignage d'un des prionniers qui demande à la fin de pouvoir rester à Puerto Cabezas pour être protégé et ne pas être tenté de rejoindre les contre-révolutionnaires. Puis les neuf prisonniers sont remis officiellement en liberté sur la place de la ville, devant un millier de personnes. La foule manifeste clairement son accord pour cette libération, mais elle crie aussi aux prisonniers : "On veut la paix, on veut la paix! Rendez-nous nos enfants séquestrés' N'assassinez plus vos frères!" Comme ce jour-là a lieu également la cérémonie de clôture de la troisième rencontre de la jeunesse de Zelaya Norte, la foule écoute attentivement la suite des discours et se disperse calmement sous les pétarades de fête tirées par les jeunes. Tout le reste de notre séjour, nous croisons régulièrement quelques-uns de ces ex-prisonniers dans les rues de la ville. Décidément, nous vivons à Puerto Cabezas cette année, la réalité de la démocratie directe, c'est-à-dire le dialogue et le contact possible du peuple avec ses dirigeants et le respect réciproque. En Suisse, nous avons perdu ce sens de la démocratie. Il faut être "quelqu'un de très bien" ou "bien placé" pour oser demander un rendez-vous à un Conseiller d'Etat et être reçu. Et pourtant, nous nous disons un pays démocratique avancé...

En guise de conclusion, une phrase de Murfi, un représentant sumo que nous avons entendu lors du séminaire, résume tout ce que nous avons compris pendant notre bref séjour à Puerto Cabezas : "L'autonomie ne vient pas ici comme une expérience, mais comme une nécessité historique, comme un besoin fondamental des peuples pour continuer à vivre, et à mieux vivre ensemble". A l'heure où tant de nations ne résolvent leur pluralisme ethnique qu'à coups de couteaux quand ce n'est pas de canons, le Nicaragua au milieu des difficultés les plus grandes, a montré le chemin des droits de l'homme qui passe par les droits des minorités. Dans l'urgence de la défense contre l'agression impérialiste (40% du budget national y est consacré en 1985), le Gouvernement sandiniste trouve encore la créativité, la flexibilité et des forces pour se lancer dans le défi d'un projet d'autonomie pour la Côte atlantique, c'est-à-dire pour 56% de son territoire; alors que les Etats-Unis et la contre-révolution ne visent qu'une chose : occuper militairement la région et y installer un Gouvernement provisoire pour abattre le Gouvernement de Managua. Nous avons vu que les communautés indigènes se rendent compte maintenant que la solution de leurs problèmes ne réside pas dans la guerre et que cette guerre ne s'arrêtera que si l'intervention indirecte des Etats-Unis, elle aussi cesse. L'avenir de la Côte atlantique comme celui de tout le Nicaragua, va dépendre beaucoup des dollars nord-américains versés bientôt par milliards à la contre-révolution; mais il va dépendre surtout de la force avec laquelle la Communauté internationale et l'Europe en particulier, s'élèvera contre l'Administration Reagan dans cette guerre sale et insoutenable qu'elle mène en Amérique centrale. Dans ce sens, notre solidarité est vitale pour le Nicaragua.

Mireille WALSER-SZYNALSKI et
Lorenza BETTOLI

En 1979, le peuple nicaraguayen met un terme à plus de 50
années d'une des dictatures les plus féroces d'Amérique latine.
Aussitôt, le peuple se m... à l'œuvre pour bâtir un pays nou-
veau. Des réformes éc... ...nt menées, et le peuple
prend dès lors une part ... Pour la première
fois, le niveau de vie d... ...amé-
liore.

Lors de **la campagne d'alphabétisation,** en 1980, ce sont plus de
80 000 alphabétiseurs qui s'engagent bénévolement. Cette
campagne a permis que le taux d'analphabétisme baisse de
52 % à 12 %. Le Nicaragua reçoit alors le prix Unesco pour ses
efforts extraordinaires en matière d'éducation. Aujourd'hui, la
moitié de la population va à l'é... d'adultes reçoi-
vent une formatio... ...dre de cours de
format... ...ossible aupara-

pagnes de vaccination nationales ont presque fait disparaître la
malaria, la poliomyélite, ainsi que la rougeole et d'autres mala-
dies infantiles. La mortalité infantile baisse de 125 à 75 pour
mille. Ces succès extraordinaires ont été remarqués par l'OMS
qui déclara le Nic... «pays modèle dans les soins médicaux
de base» en 198...

Sur le plan politique, c'est avec une grande détermination que
le gouvernement sandiniste s'applique à garantir un pluralisme
politique réel et une politique de non-alignement. Les premiè-
res élections démocratiques dans l'histoire du pays eurent lieu
en novembre 1984. Elles prouvent alors le soutien populaire
dont jouit le FSLN (Front sandiniste de libération nationale).
Il obtint en effet 67 % des voix pour une participation électorale
de 75 %. D'autre part, aucun autre pays d'Amérique latine ne
permet la participation dans la vie démocratique à un tel
degré ; ceci au travers des organisations d'ouvriers, de femmes,
d'étudiants, de paysans etc...

Nicaragua *doit survivre:*

Votre soutien pour l'espoir et l'auto-détermination contre la guerre des Etats-Unis

Les Nicaraguayens continuent, avec constance et détermination à lutter pour mener à bien leur révolution. Malgré la guerre, ils tentent de maintenir ce qui a été bâti, et de survivre. Pour continuer à reconstruire leur pays, les Nicaraguayens ont besoin de notre soutien. Le peuple nicaraguayen a droit à la paix, à sa terre, et à un avenir qu'il a choisi lui-même. Joignez-vous à la campagne **Nicaragua doit survivre.** Elle permettra au peuple du Nicaragua de disposer des biens de base nécessaires à sa survie. Ces biens qui ne sont plus disponibles à cause de la guerre et de l'embargo économique décrété par les Etats-Unis.

Le Nicaragua

est victime d'une guerre d'agression menée par les Etats-Unis:

Tous ces progrès dans les domaines sociaux, de la santé etc. sont gravement menacés par la guerre que mènent les Contras. Financés, équipés et dirigés par les Etats-Unis, les Contras opèrent contre le Nicaragua depuis les territoires voisins du Honduras et du Costa-Rica. Lors de son discours prononcé devant l'assemblée générale des Nations Unies en octobre 1985, le président Ortega rappela les principales agressions dont a souffert le Nicaragua depuis 1981 :

- Depuis 1981, plus de 11 000 personnes ont perdu la vie. 5000 personnes ont été enlevées et 250 000 personnes ont dû être déplacées à l'intérieur du pays. On compte à peu près 8000 orphelins. (En comparaison avec la Suisse, cela donnerait environ 22 000 morts!) Ce sont les conséquences de la guerre d'agression menée contre le Nicaragua.
- Les Contras ont détruit 321 écoles et 50 centres de santé.
- Les Etats-Unis ont bloqué des crédits dans les organisations internationales pour un montant de 423 millions de dollars.
- En 1984, les Services secrets américains minent les ports de Corinto. Lorsque la Cour internationale de justice de la Haye condamne le minage des ports et autres actions de sabotage contre le Nicaragua, les Etats-Unis se retirent de cette instance.
- Début 1985, le gouvernement américain rompt unilatéralement les discussions de Manzanillo.
- Entre les années 1981 et 1985, les troupes américaines ont mené pas moins de 13 grandes manœuvres militaires dans la région. Cela signifie à chaque fois une mobilisation de milliers de soldats.
- Le gouvernement américain a bloqué constamment toute voie pour une solution pacifique au conflit, proposée par les pays de Contadora.
- Le 1er mai 1985, le président Reagan décrète l'embargo total contre le Nicaragua. Les conséquences économiques d'un tel étranglement sont très lourdes, pour un si petit pays. Le niveau de vie de la population est gravement menacé, et ceci dans bien des domaines. L'embargo américain, est un des maillons d'une longue chaîne de mesures d'intimidation dont on ne voit pas la fin.

CONSTRUCTION

240 000 personnes ont dû quitter leurs maisons et coopératives, à cause des attaques contras.
Votre soutien permettra l'acquisition des matériaux nécessaires pour la construction de maisons et de coopératives dans des zones plus sûres, ainsi que des jardins d'enfants, crèches et cliniques.

Nous récoltons des outils et du matériel de construction
Marteaux, vis, tournevis, rabots, clous, perçeuses électriques, niveau, mètre, rabot, charnières, etc., (pour plus de précisions voir notre liste exacte).

AGRICULTURE

40 % de la population du Nicaragua sont des paysans. Le pays a besoin de semences, outils et engrais nécessaires pour nourrir la population du pays, et disposer des produits nécessaires.

Nous récoltons : pour la population en zone rurale
Bottes de caoutchouc, moustiquaires, haches, lampes de poche et piles de rechange, radios, machines à coudre, lampes à pétrole etc., (voir liste exacte).

ÉDUCATION

On a souvent comparé le Nicaragua à une grande école sans mur. On manque pourtant partout de crayons, livres, papiers. Sans ce matériel de base, la formation des cadres et techniciens n'est pas possible.
Par votre aide, vous permettrez que les portes des écoles restent ouvertes.

Nous récoltons matériel scolaire
Cahiers, crayons, gommes, ciseaux, stencils, encre, machines à écrire et leurs accessoires, etc., (voir liste exacte).

SANTÉ

La santé est devenue un droit de l'homme au Nicaragua. Mais sans équipements adéquats, sans médicaments, les soins de santé ne peuvent être garantis à une population qui souffre gravement de la guerre imposée au pays.

Nous récoltons : du matériel médical
Matériel chirurgical, seringues, goutte à goutte, pansements et bandes, matériel simple pour les diagnostics et la thérapie. (IMPORTANT : pour d'autres choses que ce qui est indiqué ci-dessus, **prière de consulter le coordinateur local.)**

Vos dons sont à verser aux comptes suivants :

CCP 12–18093, Centrale san. suisse, Genève; mention : Nicaragua doit survivre.
CCP 40-260-2, Terre des hommes, mentions : Nicaragua doit survivre.
CCP 80–60518-0, Nicaragua Comités de solidarité, mention : Nicaragua doit survivre.

La campagne « Nicaragua doit survivre » est soutenue par les organisations, suivantes :
Coordination nationale des comités de solidarité avec l'Amérique centrale, solidarité chrétienne avec l'Amérique centrale, Terre des hommes suisse, Frères sans frontières, Association des magasins du monde, Association pour le développement, la justice et la solidarité, Groupe volontaire outre-mer, centre Martin Luther King, Communauté de travail suisse-amérique centrale, Centrale sanitaire suisse, Œuvre suisse d'entraide ouvrière.

"GROUPE CORRESPONDANCE" Bien amalgamé et dorlotté par ses participants, il est " fin prêt " à servir pour se rôder. Si, au départ, nous avions créé ce groupe dans le but d'établir une correspondance plus régulière avec les volontaires Outre Mer, actuellement tout GVOM estime que nos contacts doivent être améliorés et intensifiés pour favoriser une relation plus solidaire et engagée. Nous désirons suivre de plus près les projets dans lesquels les volontaires collaborent et connaître mieux leur réalité quotidienne. Un petit effort épistolaire devra donc être fait de part et d'autre! Pour l'instant, les quatre correspondantes d'ici vont se mettre en contact avec les volontaires à "l'extérieur" et leur proposer cette démarche qui nous tient à coeur; les lecteurs d'"Interrogation" en bénéficieront aussi dans la mesure où nous publierons des extraits de lettres nous amenant à une réflexion sur des événements, des problèmes et des idées différents des nôtres.
En espérant qu'il soit signe d'ouverture, nous souhaitons "longue vie au groupe correspondance" et lui portons un généreux toast!

~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~

BAT

Le travail de la "BOURSE A TRAVAIL" croît à mesure que les semaines passent. Nous mettons actuellement l'accent sur le contact avec les patrons, chefs d'entreprises, chefs de personnel. Ainsi nous avons engagé une nouvelle personne, Nadia SPANG, à mi-temps dès le mois de février. Evidemment, l'augmentation du travail et ce nouvel engagement occasionnent des frais supplémentaires que nous sommes loin de couvrir avec les "rentrées" puisque nos tarifs sont bas. Nous avons fait des démarches auprès d'offices lausannois et attendons des réponses. Cette année, sans compter ce que GVOM verse pour le fonctionnement (35'000.-), nous devons trouver Fr. 40'000.-. Nous sommes réjouis du travail accompli, il nous encourage et nous engage sur d'autres projets pour ne pas simplement dire à beaucoup de monde :"vous n'êtes pas adéquat." Nous vous acheminons donc à trouver, à créer des démarches où certains pourraient faire l'apprentissage du travail en étant accompagnés et en pouvant réfléchir sur ce qui leur arrive. Démarches qui nous par aissent importantes; mais dans son approche, nous nous apercevons qu'il n'en va pas de même pour des Suisses que pour des étrangers, réfugiés... Nous vous en reparlerons, car nous sommes en train de préparer quelque chose en collaboration avec l'Association des familles du quart monde de l'ouest lausannois, Caritas et le CSP.
PS : si vous connaissez (ou si vous êtes) des patrons de la région lausannoise, qui pourraient être intéressés, faites-le nous savoir : BAT, case postale 7, 1018 Lausanne 18. Si vous connaissez (ou si vous êtes) des gens qui ont de l'argent à partager, faites connaître notre CCP 10-234.40.0.

~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~

"PAQUES" Cette année la session de Pâques prend une forme un peu différente : nous faisons une pause et vous invitons à une journée, le dimanche de Pâques, pour célébrer cette espérance ensemble dans un coin de campagne... avec possibilité d'être à l'intérieur vu la date*. Cela peut être le rassemblement de petits groupes s'étant rencontré ailleurs, en bal.ade, etc.
Si cela vous intéresse, téléphonez au 021/91'10'34 (le soir) pour recevoir plus de renseignements et participer à l'organisation.
* Ce sera au refuge du MONT S/LNNE dès 11 h. jusqu'au soir (tard ou pas tard).

EIRENE • Emploi à temps partiel (75%) •

A repourvoir au Service Civil International (SCI) pour le 16 juin 1986 (ou date à convenir). EXIGENCES : capacités administratives. LANGUES : connaissances de l'allemand et de l'anglais. LIEU de TRAVAIL : Berne. SALAIRE : Fr. 1'500.- net. Les offres et questions éventuelles sont à adresser jusqu'au 18 avril au Secrétariat du SCI Suisse, case postale 246, 3000 BERNE 25. Tél.: 031/41'70'47.

NOUS AVONS REÇU CE TEXTE LE 13 JANVIER, ÉCRIT AVANT LE DÉPART DU DICTATEUR JEAN-CLAUDE DUVALIER. IL NOUS FAIT MIEUX COMPRENDRE LE POURQUOI DES DERNIERS ÉVÉNEMENTS POLITIQUES D'HAÏTI.

Vous comptez sur nous. Nous comptons sur vous. Amitiés fraternelles. GROUPE FSF

"NOUS, JEUNES ET MOINS JEUNES D'HAITI, NOUS NOUS RASSEMBLONS POUR CRIER : NON A CE REGIME CORROMPU, VIVE LE DRAPEAU DE NOS ANCETRES (BLEU ET ROUGE), A BAS LA MISERE, A BAS LA PRESIDENCE A VIE, A BAS LA DICTATURE, A BAS L'INJUSTICE, A BAS NOTRE CONSTITUTION ANTI-CONSTITUTIONNELLE... NOUS JURONS DE NOUS BATTRE JUSQU'A L'ECRASEMENT DE LA DICTATURE SOUS TOUTES SES FORMES... POUR CELA NOUS SOMMES PRETS A DONNER NOTRE VIE A L'EXEMPLE DE JESUS-CHRIST, AINSI QUE DE JEAN-ROBERT, MAKENSON ET DANIEL (LACHEMENT ASSASSINES AUX GONAIVES LE 28 NOVEMBRE DERNIER)."

Voici quelques lignes significatives d'une des nombreuses circulaires de jeunes qui se répandent à travers le pays ces derniers temps. Pour une meilleure compréhension de la situation actuelle en Haïti, résumons les principaux événements de l'année écoulée :

AVRIL 85, Concile National des Jeunes à Jérémie, expression de leur prise de conscience de la situation du pays.

JUILLET 85, le 22, Référendum national sur le principe de la présidence à vie, largement boycotté par la population (participation réelle : 5%, version officielle du Gouvernement : 99,98% de oui).

JUILLET 85, le 26, expulsion de trois prêtres belges, dont le directeur de Radio Soleil (voix de l'Eglise catholique en Haïti), accusés d'actions anti-gouvernementales. Mouvements de solidarité de l'Eglise : jeûne national de prière, marche des religieux à Port au Prince, marche des jeunes, position très ferme des Evêques, supprimant de nombreux Te Deum (cérémonies officielles demandées par le Gouvernement depuis le Concordat). Le Gouvernement est obligé de faire des concessions, dont le renvoi du Ministre de l'Intérieur.

NOVEMBRE 85, les 27/28, manifestations populaires aux Gonaïves. Protestations contre la misère et le régime. Le deuxième jour, les jeunes sont en tête, l'armée abat froidement trois collégiens, séquestre leurs corps et les enterre en cachette. Aux Gonaïves et dans quatre autres villes du pays, des jeunes manifestent leur solidarité en faisant la grève scolaire jusqu'à ce que justice soit faite.

DECEMBRE 85, le 5, le Gouvernement ferme Radio Soleil et interdit aux autres émetteurs de diffuser des informations nationales.

DECEMBRE 85, le 15, à Port-au-Prince, à la sortie d'un concert de John Littleton, les jeunes descendent dans la rue pour réclamer l'ouverture de Radio Soleil. Passage à tabac et arrestation d'une centaine de jeunes. En dépit de l' intervention du Nonce Apostolique, tous n'ont pas été libérés.

./.

JANVIER 86, nette aggravation de la situation. Importantes manifestations dans plusieurs villes de province, engendrant une répression violente : deux morts aux Gonaïves ; à Jérémie, l'armée et la milice se livrent à des actes de vandalisme dans les maisons, arrêtant et blessant des enfants, des handicapés, de simples citoyens vaquant à leurs occupations. Circulation de nombreux tracts anti-gouvernementaux dans tout le pays, incitant notamment les responsables religieux et l'épiscopat à réaffirmer leur position en faveur des justes revendications du peuple. Généralisation de la grève scolaire à tout le pays et incitation à la grève générale.

POSITION DE L'ÉGLISE

L'Eglise a joué un rôle prépondérant dans l'évolution de la situation. Depuis le Symposium de septembre 82, qui traitait de la solidarité dans le peuple de Dieu et les différentes déclarations qui ont suivi, notamment : la lettre pastorale sur le rôle de l'Eglise en matière sociale et politique(avril 83), la Charte des Evêques sur la promotion humaine (décembre 83), les chrétiens et les responsables n'ont fait que se souder davantage. Néanmoins, l'Eglise ne doit pas être considérée comme une opposition politique. Cette dernière doit exister indépendamment de l'Eglise qui fait le travail qu'elle doit faire : exercer son rôle prophétique de dénonciation des abus et de l'injustice et également mettre l'accent sur la formation. En Haïti, l'Eglise remplit un rôle important en développant des activités dans des secteurs vitaux pour le peuple, à savoir : éducation santé, agriculture, pour ne citer que les plus importantes. Les gens ont compris la nouvelle orientation de l'Eglise; ils reprennent confiance en eux-mêmes et se rassemblent pour unir leurs forces et partager leurs espoirs. Les résultats les plus marquants de cette évolution sont dus aux grands efforts de conscientisation entrepris par la majorité du clergé. Radio Soleil constitue un appui essentiel par ses nombreuses émissions de formation à la vie civique, d'actualisation du message biblique, d'information objective et, plus récemment, par l'alphabétisation au niveau national. Cela explique les nombreuses menaces et attaques de la part du pouvoir, allant jusqu'à la fermeture des studios pendant un mois.

LES JEUNES EN MOUVEMENT

Il faut relever le fait que ce sont non seulement les jeunes, mais les très jeunes, non pas les universitaires, mais les collégiens qui ont pris l'initiative d'actions courageuses et de manifestations de rue. Probablement conscients que leurs aînés ne pouvaient plus réagir, confinés dans la résignation et l'apathie engendrées par des décennies d'une dictature hautement répressive. Dans les principales villes, les jeunes ont fait preuve de grande solidarité et sonné l'heure, sinon de la révolution, du moins d'une opposition agissante et qui plus est bien organisée et par là même, efficace. Par exemple, à la suite de la mort des trois collégiens des Gonaïves, les jeunes de Jérémie chantèrent un Requiem en présence de 15 prêtres. A l'issue de la cérémonie, ils défilèrent dans les rues avec trois cercueils et des pancartes portant le nom des défunts, ainsi que des slogans tels que "Vive la vie, à bas la mort, la violence" ou bien encore "la mort, c'est la source de la vie". Arrivés au Calvaire, ils brûlèrent les trois cercueils et ramassèrent les cendres. Trois jours plus tard, ils fêtèrent dans l'allégresse la résurrection des trois jeunes. Avec les cendres, ils marquèrent une croix sur le front de chaque participant, pour que le sang des innocents n'ait pas coulé en vain. Cette cérémonie illustre bien de quelle manière la souffrance du peuple haïtien développe davantage la créativité à travers les chants, la poésie, les lettres de jeunes, le théâtre, les slogans, voire même l'humour.

./.

ARMÉE, MILICE ET BRIGADES SPÉCIALES

A l'instar de tout régime dictatorial, l'armée joue un rôle fondamental dans le maintien du pouvoir en place. C'est elle, également qui remplit toutes les fonctions généralement attribuées à la police (maintien de l'ordre, circulation, sécurité, etc). Particularité de ce pays, et ceci depuis la venue au pouvoir parallèle : les Volontaires de la Sécurité Nationale (V.S.N.), appelés plus communément "TONTONS -MACOUTES", qui sont recrutés dans toutes les couches de la population. Depuis quelques années, leur nombre s'est accru et leur influence augmente de pair avec la montée du mécontentement populaire. Officiellement, le rôle du milicien est d'apporter son soutien au travail communautaire de sa zone. Or, en fait, ils ne font qu'exercer une répression aveugle et parfois s'adonnent même à des actes de vandalisme. Cependant, il faut savoir qu'une bonne partie de cette milice est constituée par des gens qui y ont adhéré soit par souci de protection pour leur famille ou par crainte d'afficher leur opposition. Il est également connu qu'aucune démission n'est acceptée dans les rangs de cette organisation. Tout permet de supposer qu'en cas de retournement de situation, ce dernier groupe pourrait très bien passer dans l'autre camp et se mettre aux côtés du peuple.
Il faut signaler aussi le développement du groupe du corps des "Léopards" (brigade anti-guérilla et de protection du chef de l'Etat) doté des armes les plus modernes avec des moniteurs américains. En outre, il existe aussi une police secrète (DC) omniprésente, qui cherche son recrutement jusque dans les rangs des étudiants.

EN GUISE DE CONCLUSION

Pour achever ce petit flash sur "HAITI AU PRESENT", nous voudrions vous laisser méditer ces paroles tirées d'un chant de la jeunesse de Jérémie :

... *Nous sommes d'une race où l'eau remonte la pente quand le canal est bouché.*	Nou soti nan yon ras kote Dlo monte mon lè kanal li bouché.
Nous sommes d'une race où le pied droit des vieux peut lancer des éclairs.	Nou soti nan yon ras kote Pye dwat granmoun konn lanse kout zeklè.
Nous sommes d'une race où l'on sait s'unir pour défendre la liberté.	Nou soti nan yon ras kote Nèg konn uni pou defann libète.
Nous sommes d'une race où l'on frappe du pied pour dire : ça suffit!	Nou soti nan yon ras kote Ti nèg frape pye-l pou-l di : fo-k sa fini.
Où le hareng est dans du sérum ne peut devenir requin.	Kote aranso nan serom pa kapab tounen reken.
Nous sommes d'une race où l'épervier accompagne la poule au paradis,	Nou soti nan yon ras kote Malfini pran poul li mennen-l nan paradi,
Où n' importe qui ne peut se permett re de piler le pied du malheureux.	Kote azizwèl pa pile pye zagribay.
Nous sommes d'une race où le lion recule au passage du mouton,	Nou soti nan yon ras kote Lyon bay ochan lè mouton ap pase
Où le moustique donne du pied pour briser ce qui ne vaut rien.	sak fatra.

Vous comptez sur nous. Nous comptons sur vous. Amitiés. GROUPE FSF EN HAITI



CHANTAL NOUS PARLE . . .

Dimanche 16 février, 21.30 heures, sur les lieux de l'assassinat

La vitre arrière de la camionnette était brisée. Le pare-brise devant, en morceaux. J'appuie mes deux mains sur le bord de la fenêtre et me penche. Mius ! Le grand corps de Maurice, immense. Là. Assis à la place du chauffeur, avec tout le haut couché de côté, comme tombé, sur le siège du passager. Mon iris diminue. Et tout ce sang ! L'espace de vertige en moi, pétrifié, se bouge, lentement, très lentement. Un éclat de sang qui lui coule de l'oeil gauche, jusque dans le cou. Epais, le sang, noir. Le néant où je pose mes deux pieds se bouge. "La mort, l'amour, je t'aime ! T'es où ? " Et puis son visage. Mius ! Tranquille, serein, comme je l'avais ressenti tout au long du jour. Mius ! Et j'ai su. "Maurice, à tel point ? L'appel de l'urgence à la lutte pour la vie, à ce point ? Maurice, je te sens, là, mais ... Y aurait-il vraiment fallu ? Assassins !" Et l'épaule de Juan devient la NICARAGUA tout entière qui m'accueille, toute petite, dans la révélation du Dieu de Justice, incarnée à jamais dans l'Histoire de transformation des hommes, ici, en terres centraméricaines.

Espace dans mon ventre figé, qui devient mer.

De retour en Suisse. Dans l'avion, mercredi 25 février

Maurice est mort assassiné :

Témoin de l'Amour du Christ entre les plus pauvres.
Pour se donner entier à l'urgence de la Vie.
Pour construire la Paix entre le Sud et le Nord.
Pour dénoncer le terrorisme et l'agression du gouvernement des USA contre le Nicaragua.

Son sang innocent versé et uni dans l'éternité à celui des humbles paysannes nicaraguayennes, est désormais semence de résurrection d'entre les peuples du Tiers-Monde, luttant pour la justice et leur libération.

REDACTION :
AV. JUSTE-OLIVIER 11
CH-1006 LAUSANNE
CCP 10-10 580

EIRENE
SERVICE CHRETIEN
INTERNATIONAL POUR LA PAIX
COMITE SUISSE
C.P. 2262
CH-2300 LA CHAUX-DE-FONDS 2
CCP 23-5 046

FSF
FRERES SANS FRONTIERES
GRAND-RUE 34
CH-1700 FRIBOURG
CCP 17-7786

GVOM
RUE DU DR TIECHE 22
CH-2732 RECONVILIER
CCP 10-20968

INTERROGATION parait huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

CHANGEMENT D'ADRESSE : PRIERE DE L'ANNONCER DIRECTEMENT AU MOUVEMENT CONCERNE

Impression: Atelier offset J-D.Perrin, Av.de Morges 161, 1004 Lausanne

J.A. 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE